

MOHAMED CHAFIK MESBAH AU SOIR D'ALGÉRIE :

«Un nouveau Yalta pour l'Afrique»

Comme à son habitude c'est à une analyse sans complaisance que se livre le politologue Mohamed Chafik Mesbah à travers cet entretien sur la situation actuelle au Sahel. Précurseur dans l'évocation de cette hypothèse, il revient sur cette stratégie des grandes puissances à reconfigurer l'espace africain. L'Algérie y compris.

Entretien réalisé
par Mokhtar Benzaki

Le Soir d'Algérie : Comment analysez-vous le récent coup d'Etat intervenu au Mali ? Comment expliquez-vous la facilité avec laquelle il s'est déroulé et, tout aussi bien, la rapidité avec laquelle les auteurs ont restitué le pouvoir aux autorités civiles ?

Mohamed Chafik-Mesbah : Le coup d'Etat militaire intervenu au Mali était tout à fait prévisible malgré l'approche de l'élection présidentielle. Premièrement, la situation au nord du Mali et au Sahel en général s'est détériorée à l'issue de la crise libyenne avec la dissémination des armes et la fuite des combattants africains que le colonel Kadhafi avait mobilisés. Deuxièmement, la position attentiste de l'ancien Président Amani Touré, qui s'était quasiment dessaisi de ses pouvoirs laissant la situation voguer suivant l'évolution du rapport de forces quotidien. Troisièmement, la faiblesse constitutive de l'armée malienne laquelle comprend des éléments targuis et qui est démunie de moyens militaires et logistiques adéquats au combat. Le coup d'Etat mené par des officiers de second rang était inscrit dans l'ordre des choses d'autant que la rébellion touarègue et les groupes islamiques Ansar Eddine avaient fini par occuper

presque tout le territoire de l'Azawad. Les auteurs du coup d'Etat militaire ont agi sans projet ni stratégie. Ils se sont contentés de prendre un pouvoir qui s'offrait à eux sûrement pas à l'insu des Etats-Unis d'Amérique et de la France, directement ou indirectement présents sur le plan militaire. Ce sont, à l'évidence, des officiers ingénus qui se sont vite heurtés à la difficulté du monde contemporain. Ils n'avaient pas d'autre issue que de revenir à l'ordre constitutionnel.

Par-delà le coup d'Etat proprement dit, quelle analyse faites-vous de la situation actuelle dans l'Azawad ?

Les aspirations à l'autonomie au sein des populations de l'Azawad sont une réalité ancienne. Héritées de la période coloniale, elles lui ont survécu et ont même été encouragées par la France. Mais la problématique de l'Azawad s'inscrit dans une perspective bien plus large. Il s'agit de l'émergence d'un Etat indépendant, qui occuperait tout le territoire du Sahel. C'est un projet soutenu par la France et relayé par le Maroc. La Libye, pour des considérations différentes, avait favorisé un projet similaire. République de l'Azawad ou Etat du Sahara arabe central, la motivation est la même. Les Etats-Unis d'Amérique ne sont pas en reste. Un commandement militaire spécifique l'Africom, a même été créé et

dédié à l'Afrique sahélienne.

Examinez, sur une mappemonde, cette portion de territoire appelée Sahel qui sépare l'Afrique en deux. Vous constateriez une homogénéité remarquable de cet ensemble géographique, l'abondance des richesses naturelles et l'osmose entre les populations. Les caractéristiques qui permettent de fonder un Etat viable. Nous sommes dans un processus de reconfiguration géopolitique de l'Afrique. Il s'agit d'une nouvelle répartition des zones d'influence par rapport aux nouvelles entités qui seront créées. La France et les Etats-Unis d'Amérique tireront le plus grand bénéfice de ce nouveau contexte. L'Etat projeté, c'est une barrière contre l'afflux de réfugiés africains vers le monde occidental, c'est un réservoir de richesses naturelles qui seront exploitées par les puissances impliquées et, enfin, c'est un point d'appui important pour lutter contre le terrorisme. Il faut nuancer, cependant, l'importance de ce point d'appui, puisque les groupes islamistes partisans de la violence sont déjà présents sur le terrain.

Deux écueils posent problème à ce processus. L'alchimie née de la cohabitation entre acteurs politiques laïcs et acteurs religieux. Les uns sont guidés par la volonté de fonder un Etat laïc. Les autres aspirent à instaurer un Etat théocratique.

Par ailleurs, l'abondance des richesses naturelles rivalise avec la pauvreté et le dénuement. Les Etats limitrophes à l'Azawad et au Sahel en général, sont potentiellement défaillants.

Quelles sont les implications sur l'Algérie de cette reconfiguration géopolitique du Sahel ?

L'Algérie ne vit pas dans un monde isolé. Avec le Tassili et l'Ahaggar, population et richesses, l'Algérie est partie intégrante du Sahel. Il est certain que le processus de reconfiguration géopolitique en cours l'affectera, tôt ou tard. Le véritable problème porte sur l'aptitude de l'Algérie à pouvoir faire face à un processus de démembrement de son intégrité territoriale, voire à une recomposition de son environnement géographique vitale.

Force est de constater que la crise de gouvernance qui affecte l'Algérie se répercute sur le dynamisme de sa diplomatie et l'efficacité de ses services de renseignement. L'épisode malien, après la crise libyenne, en est une illustration éloquente. La diplomatie algérienne manque de capacité d'anticipation stratégique autant que de réactivité opérationnelle. Une évidence qui se confirme chaque jour.

En somme, la partition des Etats africains hérités de la période coloniale, à commencer par le Mali, semble être incontournable ?

Ajoutez au Mali le Niger, le Burkina Faso, la Mauritanie et même l'Algérie. Ce ne sera pas de trop. Il existe une thèse développée par des stratèges israéliens qui considèrent que plus le monde arabe sera découpé en morceaux, plus la sécurité d'Israël sera préservée. Nous sommes en phase de renégociation d'un nouveau Yalta pour le monde arabe et africain qui

pourrait amorcer une nouvelle forme de colonisation.

Quel rôle est réservé à la Chine dans cette reconfiguration géopolitique de l'Afrique ?

En termes économiques, l'un des axes essentiels de la profondeur stratégique de la Chine est en Afrique. Ce n'est pas sans raison, en effet, que la politique africaine de la Chine est l'une des plus dynamiques au monde.

La rivalité qui se manifeste actuellement au Sahel est, en partie, liée à la volonté occidentale de faire obstacle au développement de la Chine au Sahel et en Afrique. Mais, pour le moment, il reste de la marge pour le renforcement de la présence chinoise en Afrique.

Quel est votre commentaire final sur la situation actuelle au Sahel ?

Je vais livrer, plutôt, qu'un commentaire, ma préoccupation d'Algérien profondément inquiet pour l'intégrité territoriale de son pays. Les responsables algériens, cultivant, tour à tour, la politique de l'autruche ou la méthode Coué, minimisent les menaces qui pèsent sur l'Algérie.

Ils n'ont cure des dynamiques naturelles qui transcendent les frontières. Ils feignent ignorer que les puissances occidentales ne bâtissent pas leurs stratégies en fonction d'états d'âme. Si leurs intérêts le leur commandent, ces puissances occidentales découperont au scalpel — comme un chirurgien — les frontières de notre pays.

M. B.

SELON LE DIRECTEUR DU CAERT

La situation au Mali menace la stabilité des pays voisins

La situation au Mali menace la stabilité des pays voisins, selon le directeur du Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (Caert), qui relève que le paiement des rançons génère plus de 360 millions de dollars au profit des groupes terroristes. Invité hier matin de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale, le directeur du Caert, Francisco Caetano José Madeira, a appelé l'ensemble des pays voisins du Mali à renforcer leur coordination et à être attentifs quant à la prolifération des armes dans la région du Sahel. Une prolifération très importante d'armes tant légères que lourdes, relèvera José Madeira, même s'il n'a pu en estimer le nombre, se contentant uniquement de la lier aux guerres civiles africaines, à la crise libyenne et à la contrebande. Mais une prolifération dont profitent, selon lui, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) qui a proclamé unilatéralement l'indépendance du Nord Mali et que le directeur du Caert a appelé à adhérer aux efforts pacifiques en cours pour le retour à la légalité constitutionnelle et l'unité du Mali.

Mais aussi les nombreux groupes terroristes et djihadistes qui ont émergé, notamment le mouvement Mujao, dont des éléments ont enlevé des membres de la mission consulaire algérienne à Gao, un acte «regrettable», selon Francisco Madeira. Voire, la situation au Mali complique les efforts de lutte contre le terrorisme, selon le directeur du Caert. L'occasion pour ce dernier d'appeler à poursuivre et renforcer davantage la coordination, la collecte d'informations et un meilleur contrôle des frontières, ainsi qu'à œuvrer à tarir les sources de financement du terrorisme, notamment le paiement des rançons. A ce propos, José Madeira a indiqué que l'organisation terroriste Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) a «touché» 183 millions de dollars. Voire, le paiement de rançons pour les otages actuels au Sahel pourrait générer 180 millions de dollars supplémentaires aux groupes terroristes qui détiennent actuellement des otages. Et dans le contexte où la lutte contre le terrorisme implique, selon le directeur du Caert, d'agir en matière d'amélioration de la gouvernance, la justice et le développement socioéconomique en vue de «réduire les possibilités de recrutement et de radicalisation», une problématique au menu du séminaire organisé récemment par le Caert à Alger.

C. B.

MOURAD MEDELICI À PROPOS DE LA PRÉTENDUE LIBÉRATION DES OTAGES ALGÉRIENS :

«Il n'y a pas d'informations»

Ce n'était, finalement, qu'une folle rumeur. Les diplomates algériens enlevés jeudi dernier à Gao, au Mali, et faits otages depuis, étaient, hier lundi, toujours détenus par leurs ravisseurs. «Il n'y a pas d'informations concernant leur libération», a déclaré hier à Alger le ministre des Affaires étrangères, Mourad Medelci.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir) - Le ministre des Affaires étrangères, qui s'est exprimé en marge d'un entretien avec la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, a également affirmé que «le gouvernement algérien s'est engagé à travailler avec toutes les parties ayant une influence pour aboutir à une solution heureuse».

Cette affirmation peut se comprendre comme un consentement aux, entre autres, bons offices proposés par le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) qui, depuis jeudi, n'a de cesse de rappeler qu'il ferait valoir sa position et son influence pour libérer le consul algérien et ses six collaborateurs. Le MNLA a, d'ailleurs, soutenu dimanche, par la voix de son chargé des droits de l'Homme, Ag Acharatoumane, que les diplomates algériens étaient libérés, prétendant même avoir été partie prenante dans les négociations ayant abouti à cette libération.

Vraisemblablement, le mouvement de Ag Acherif a servi un faux scoop, puisque la diplomatie algérienne a nié, le lendemain, que les otages aient été libérés. La question qui se pose alors est de savoir pourquoi le MNLA, qui travaille assurément à gagner la sympathie d'Alger, a été si léger, prenant le risque d'affirmer une libération qui, en définitive, n'a pas eu lieu. A-t-il été intoxiqué lui-même ? Par qui ? Autant d'interrogations sur lesquelles l'avenir finira certainement par nous édifier. Il reste aussi à déterminer si les négociations dont le MNLA a fait part ont véritablement eu lieu et avec qui.

A en croire l'AFP, l'auteur du rapt du consul et de ses collaborateurs est le Mouvement unicité du djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), un groupe terroriste islamiste dissident d'Aqmi. Ce mouvement, qui s'était illustré en octobre 2011 par l'enlèvement de trois Européens, deux Espagnols et une Italienne, dans les camps de réfugiés sahraouis à Tindouf et a revendiqué l'attentat kamikaze contre la brigade de gendarmerie à Tamanrasset, a revendiqué sa responsabilité dans l'attaque du consulat algérien à Gao et l'enlèvement du consul et ses collaborateurs. Mais d'autres sources médiatiques attribuent le rapt à l'Aqmi de Mokhtar Belmokhtar ou encore à Ansar Eddine de Ag Ghaly. Mujao, Ansar Eddine ou Aqmi, aucune

revendication n'a été formulée jusqu'à hier.

«Dès que le comité de crise mis en place par le département ministériel aura des informations crédibles, le ministère des Affaires étrangères les portera à la connaissance des opinions publiques nationale et internationale», a promis hier Medelci.

Fermeture éventuelle des frontières avec le Mali

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, n'a pas écarté l'éventualité d'une fermeture des frontières avec le Mali. «Nos frontières sont strictement contrôlées mais l'éventualité de leur fermeture n'est pas écartée. Nous allons nous concerter avec le ministère des Affaires étrangères pour décider, a-t-il soutenu dans un entretien au *Quotidien d'Oran* paru hier.

Ould Kablia a expliqué que si la mesure n'a pas été prise jusque-là, c'est parce qu'il y a «des Algériens et d'autres ressortissants qui passent la frontière». Mais l'évolution de la situation au Mali pourrait dicter à l'Algérie de fermer ses frontières. «La donne a totalement été bouleversée à partir du moment où l'un des acteurs au sein du Cémoc, qui est le chef d'Etat malien, n'occupait plus ses fonctions», a expliqué Ould Kablia.

S. A. I.